

Cependant, tous les secteurs ne pèsent pas autant dans la balance. À l'instar des autres pays, nous nous réservons le droit de faire des distinctions entre eux, à partir de certains critères explicites. Aux États-Unis, vous mettez davantage que nous l'accent sur la « sécurité nationale ». Au Canada par contre, la souveraineté culturelle occupe une place plus prépondérante que chez vous. Nous pouvons être en désaccord, mais nous devons reconnaître que, pour entretenir des relations amicales nous devons être prêts à accepter ces différences.

Mais cet engagement envers la souveraineté culturelle ne doit pas nous empêcher de rechercher de meilleures règles commerciales pour les industries culturelles. Du point de vue du Canada, de meilleures règles sont à la fois possibles et souhaitables. Par exemple, les artistes du spectacle et les écrivains canadiens ont démontré leur excellence, mais ils ont vu leur accès aux États-Unis entravé par les règles américaines de l'immigration. Nos cinéastes aimeraient accroître leur présence sur le marché américain, mais le système de distribution a constitué pour eux un grand obstacle.

Nous sommes prêts à discuter avec les États-Unis de toutes les préoccupations qu'ils pourraient avoir, mais nous nous attendons à ce qu'ils se montrent aussi ouverts que nous. Il ne fait aucun doute qu'à un point ou l'autre des négociations, la partie américaine annoncera qu'elle ne peut satisfaire certaines de nos exigences et il ne fait non plus aucun doute qu'il en ira de même de notre côté. C'est ainsi que fonctionnent les négociations.

Mais nous pouvons expliciter certains domaines d'entente. Nous sommes prêts à discuter de moyens de renforcer les industries culturelles grâce au commerce. Mais nous ne serons jamais prêts à convenir de mesures qui affaiblissent ces industries canadiennes ou minent leur capacité de servir notre culture.

La culture canadienne est forte et rayonnante, et elle continuera de croître et de s'épanouir. Mais je suis vivement conscient du fait que la culture canadienne et l'économie canadienne doivent croître ensemble. Notre gouvernement estime que nous pouvons renforcer notre identité culturelle tout en développant nos relations économiques avec les États-Unis. C'est là la réalité moderne au Canada.

L'an dernier, le volume total des échanges entre nos deux pays s'est élevé à plus de 120 milliards de dollars EU (soit plus de 150 milliards CAN). Ces échanges sont les plus élevés qui soient entre deux nations. Ils sont deux fois plus importants que ceux de l'Amérique avec le Japon, plus importants que vos échanges avec tous les pays du Marché commun européen. Les États-Unis commercent davantage avec la province de l'Ontario qu'avec la Communauté européenne, davantage avec la Colombie-Britannique qu'avec la Chine. Pour le seul État de New York, le commerce avec le Canada a dépassé 15 millions de dollars en 1984, soit davantage que tous les échanges américains avec la France.

Le salaire de plus de quatre millions de travailleurs répartis des deux côtés de la frontière dépend directement de nos liens commerciaux bilatéraux. Par analogie, imaginez que le gagne-pain de presque tous les hommes, femmes et enfants du New Jersey, État voisin du vôtre, dépende de nos relations commerciales.

L'investissement américain au Canada représente quelque 80 pour cent de tout le capital étranger au Canada (et 25 pour cent de tous les investissements américains à l'étranger), alors que le Canada est le deuxième investisseur étranger aux États-Unis.